

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/N/7

22 novembre 1995

(95-3847)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

ACCORD COMMERCIAL DE RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE AUSTRALO-NEO-ZELANDAIS

Communication conjointe de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

Les gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont fait parvenir au Secrétariat la communication suivante.

PROTOCOLE CONCERNANT LE COMMERCE DES SERVICES ANNEXE A L'ACCORD COMMERCIAL DE RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE AUSTRALO-NEO-ZELANDAIS

Conformément au paragraphe 7 a) de l'article V de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), les délégations de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande notifient au Conseil du commerce des services que les deux pays sont parties au Protocole concernant le commerce des services annexé à l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1989 et qui relève des dispositions énoncées au paragraphe 1 de l'article V de l'AGCS.

Le texte du Protocole concernant le commerce des services, y compris la liste des services auxquels le Protocole ne s'applique pas, établie aux termes de l'article 2.4 du Protocole, a été communiqué le 16 septembre 1988 aux membres du Groupe de négociation sur les services (MTN.GNS/W/47).

Depuis que le Protocole a été conclu, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont pris de nouvelles mesures de libéralisation du commerce des services et, en conséquence, ont apporté aux listes des services auxquels le Protocole ne s'applique pas des modifications par rapport aux listes initiales jointes en annexe au Protocole. Des listes récapitulatives tenant compte de toutes les modifications apportées à ce jour sont jointes à la présente communication pour l'information des membres de l'AGCS.

LISTES DE LA NOUVELLE-ZELANDE ET DE L'AUSTRALIE

1. Liste de la Nouvelle-Zélande

(L'exception prévue à l'article 2.4 du présent protocole ne s'applique qu'aux activités décrites ci-après.)

Aviation

Services aériens

Aux termes de la Loi de 1990 sur l'aviation civile, la compagnie Airways Corporation of New Zealand est le fournisseur exclusif des services de contrôle régional, de contrôle de l'approche et d'information de vol. La Loi de 1992 portant modification de la Loi sur l'aviation civile a abrogé ces dispositions, mais ne prendra effet qu'à compter d'une date (de dates) à spécifier par un (des) ordre(s) en Conseil, ce qui ne peut être fait que sur recommandation du Ministre des transports. Cette (Ces) recommandation(s) ne peut (peuvent) être formulée(s) qu'à la suite de consultations avec l'Autorité de l'aviation civile et à condition que le Ministre ait pu constater que des dispositions appropriées en matière de réglementation de la sécurité avaient été prises à l'égard des services concernés.

Transporteurs internationaux assurant des vols de cabotage

A la suite de l'adoption de la Loi de 1994 sur la facilitation du transport aérien des passagers et des marchandises sur des trajets intérieurs, la Nouvelle-Zélande est en mesure d'accorder des droits de cabotage, mais ces droits ne peuvent pas être accordés exclusivement à l'Australie.

Communications

Télécommunications

Les statuts de la société Telecom Corporation of New Zealand Limited, qui ne peuvent être modifiés qu'avec l'assentiment du gouvernement, limitent la participation de toutes les entités quelles qu'elles soient à 49,9 pour cent.

Services postaux

La New Zealand Post a le monopole légal de l'acheminement des lettres pesant jusqu'à 200 grammes. D'après la principale exception à ce monopole, quiconque peut acheminer des lettres pesant jusqu'à 200 grammes, à condition de prélever une redevance minimum de 0,80 dollar néo-zélandais par lettre.

Transports maritimes

Cabotage

La Loi de 1994 sur les transports maritimes autorise trois catégories de navires à embarquer des passagers ou de la cargaison (marchandises transportées par cabotage) dans un port de Nouvelle-Zélande et à les débarquer dans un autre. Ces trois catégories sont les suivantes:

- navires néo-zélandais;
- navires venant en Nouvelle-Zélande pour charger des marchandises destinées à être déchargées à l'étranger ou pour décharger des marchandises chargées à l'étranger;
- navires que le Ministre des transports autorise à effectuer du cabotage si aucun navire appartenant à l'une des deux catégories ci-dessus n'est disponible pour assurer le transport de marchandises par cabotage. La demande d'autorisation à cette fin doit être présentée au Ministre des transports assez longtemps à l'avance de la date prévue pour le transport.

Pour que soit délivrée l'autorisation de transporter ce type de cargaison, il faut aussi que les autres dispositions pertinentes de la Loi sur les transports maritimes soient appliquées, ainsi que d'autres lois, notamment la Loi sur la gestion des ressources, la Loi sur l'immigration et la législation relative aux contrôles aux frontières.

2. Liste de l'Australie

(L'exception prévue à l'article 2.4 du présent protocole ne s'applique qu'aux activités décrites ci-après.)

Télécommunications

Restrictions imposées aux capitaux et au contrôle étrangers, s'agissant d'exploitants titulaires d'une licence, en raison des conditions attachées à la licence et en application de la Loi de 1975 sur les acquisitions et prises de contrôle étrangères.

Services d'aéroport

La fourniture de services d'aéroport est en général soumise aux politiques du Commonwealth, de la Federal Airports Corporation et des aéroports locaux contrôlés ou gérés par des autorités ou entités locales.

Services aériens intérieurs

La politique des deux lignes aériennes (Two airlines policy) est restée en vigueur jusqu'en octobre 1990. Par la suite, l'investissement étranger dans des compagnies intérieures australiennes déjà établies ou nouvellement créées sera en général autorisé (sous réserve de l'application des directives FIRB normales, sauf lorsque l'investisseur sera une compagnie étrangère desservant l'Australie, auquel cas le niveau de l'investissement sera limité à moins de 15 pour cent de chaque opérateur national). Les gouvernements des Etats ont le pouvoir de réglementer les services aériens intra-Etats pour des raisons économiques et d'intérêt public.

Aviation civile internationale: services de passagers et de fret

Les services réguliers de passagers et de fret entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont régis par les dispositions d'un accord intergouvernemental sur les services aériens qui a valeur de traité. Cet accord exige que les deux Etats désignent les compagnies fournissant ces services et leur accordent une licence.

Les demandes d'autorisation concernant des services de transport non régulier de passagers et de fret (vols d'affrètement) entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont approuvées dans la mesure où elles satisfont aux critères prévus par les politiques établies.

Cabotage

Politique en matière de cabotage.

Radiodiffusion et télévision

Les limites fixées à la participation de capitaux étrangers sont définies dans la Loi de 1942 sur la radiodiffusion.

Radiodiffusion et télévision (radiodiffusion en ondes courtes et par satellite)

Services d'assurance maladie de base

Responsabilité civile

Fonds de prévoyance pour les travailleurs

Services postaux

Aux termes de l'article 29 de la Loi de 1989 sur l'Australian Postal Corporation, la Commission des postes australiennes (Australia Post) a le droit exclusif d'acheminer des lettres contre paiement sur le territoire de l'Australie ainsi qu'entre l'Australie et d'autres lieux hors de l'Australie, c'est-à-dire d'assurer des services qui lui sont exclusivement réservés. L'article 30 de la Loi définit un certain nombre d'exceptions aux services exclusifs d'Australia Post. A la suite de modifications apportées à la Loi avec effet au 5 décembre 1994, les principales exceptions concernent les lettres pesant plus de 250 grammes, l'acheminement de lettres en Australie ou comme courrier international s'il est perçu un droit ou une redevance quatre fois supérieure au moins au tarif d'affranchissement normal, le ramassage en Australie de courrier destiné à un autre pays, le mouvement de documents dans le cadre de services d'échange de documents et l'acheminement par un tiers de lettres entre bureaux de la même organisation.